



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

stationnement

Question écrite n° 21494

Texte de la question

M. Guy Malherbe appelle l'attention de Mme la secrétaire d'État chargée de la solidarité sur le régime de stationnement réservé aux handicapés. Les personnes qui peuvent stationner sur un emplacement réservé doivent avoir un taux d'invalidité de 80 %. Dans la majorité des cas, elles n'utilisent pas cette faculté car leur handicap ne leur permet pas le plus souvent l'usage d'un véhicule. En revanche, des personnes ayant un taux de 60 ou 70 % ont une accréditation "station debout pénible", ce qui les exclue du bénéfice d'un stationnement privilégié. Il souhaite savoir si elle envisage d'étendre la possibilité de se garer sur les emplacements handicapés réservés aux personnes dont la Cotorep a reconnu le handicap à un taux compris entre 50 à 80 %.

Texte de la réponse

L'attention de Mme la secrétaire d'État à la solidarité a été appelée sur la possibilité d'étendre l'accès des emplacements de parking réservés aux personnes handicapées aux titulaires d'une carte portant la mention « station debout pénible » (carte verte ou carte d'invalidité), en leur délivrant la carte européenne de stationnement. La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a introduit, en son article 65, des modifications importantes concernant les critères et les modalités de délivrance de la carte de stationnement pour personnes handicapées. S'agissant des demandes introduites par des personnes physiques, le législateur a souhaité dissocier l'attribution de la carte de stationnement de la reconnaissance d'un taux d'incapacité de 80 %, afin de pouvoir prendre en compte la situation des personnes ayant d'importantes difficultés de déplacement mais qui, n'étant pas titulaires de la carte d'invalidité, ne pouvaient bénéficier dans le cadre de la réglementation antérieure de la possibilité d'utiliser les emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées. L'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles prévoit désormais que toute personne atteinte d'un handicap qui réduit de manière importante et durable sa capacité et son autonomie de déplacement à pied ou qui impose qu'elle soit accompagnée par une tierce personne dans ses déplacements peut recevoir une carte de stationnement pour personnes handicapées. Le décret n° 2005-1766 du 30 décembre 2005 fixe les conditions d'application de cette disposition. Cette carte est délivrée par le préfet conformément à l'avis du médecin chargé de l'instruction de la demande. Ce dernier examine la demande sur la base de critères d'appréciation d'une mobilité pedestre réduite et de la perte d'autonomie dans le déplacement individuel, définis par l'arrêté du 13 mars 2006, modifié par l'arrêté du 5 février 2007. Ces deux arrêtés élargissent considérablement les conditions d'attribution de la carte de stationnement pour personnes handicapées. Il est notamment tenu compte pour l'attribution de cette carte de la limitation du périmètre de marche de la personne ou de la nécessité pour celle-ci de recourir systématiquement à certaines aides techniques ou à une aide humaine lors de tous ses déplacements à l'extérieur. Ainsi, la carte de stationnement pour personnes handicapées est aujourd'hui délivrée eu égard aux difficultés de déplacement de la personne concernée, et ce indépendamment du taux d'incapacité lui ayant été reconnu. La possession de ce document demeure toutefois indispensable pour pouvoir prétendre occuper un emplacement de parking réservé aux personnes handicapées, une carte de « station debout pénible » ne pouvant pas lui être substituée. Les titulaires d'un tel document ont la possibilité de présenter une demande

d'attribution de la carte de stationnement.

Données clés

Auteur : [M. Guy Malherbe](#)

Circonscription : Essonne (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 21494

Rubrique : Handicapés

Ministère interrogé : Solidarité

Ministère attributaire : Solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 avril 2008, page 3407

Réponse publiée le : 24 juin 2008, page 5473